

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU**

---

L'an deux mille neuf, le 19 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : 10 novembre 2009 (**affichée le 10 novembre**)

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 20 novembre 2009

**Présents** : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé.

**Absents** : CHARLES Daniel, COTRIAN Bernard, VALLEE Eric, LEMOUNAUD Dominique.

**Pouvoirs** : CHARLES Daniel à SALAUN Robert, LEMOUNAUD Dominique à LE RUZ Hervé.

**Secrétaire de séance** : SALAUN Robert.

Nombre de membres en exercice : 22
------------------------------------

Présents : 18
---------------

Pouvoirs : 2
--------------

Votants : 20
--------------

---

### **1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 8 octobre 2009**

Le compte-rendu n'appelant pas d'observation, il est procédé au vote.

#### ***Délibération***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte-rendu du conseil municipal du 8 octobre 2009.

## **2. Décision Modificative de Budget n°4 – Budget Général**

### ***Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)***

Compte tenu des besoins de trésorerie du CCAS, le Conseil Municipal décide de lui accorder une subvention complémentaire de 15 000.00 €.

La décision modificative suivante est donc proposée :

<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<b>DEPENSES</b>		
<b>COMPTE</b>	<b>INTITULE</b>	<b>MONTANT</b>
65 7362	CCAS	+ 15 000.00
6574	Subvention aux personnes de droit privé	- 15 000.00
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>

Monsieur LE RUZ demande s'il s'agit d'une augmentation de charges pour le Foyer Logement ?

Monsieur le Maire lui répond que cette décision modificative est plutôt prise afin de combler un manque de recettes.

### ***Délibération***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°4 comme énoncée ci-dessus.

## **3. Informations**

Suite aux articles parus dans la presse au sujet du débat qui s'est tenu lors du Conseil de Communauté lundi 16 novembre à propos de la participation financière de Morlaix Communauté au curage des anciennes lagunes communales, Monsieur le Maire donne lecture des deux courriers qu'il a adressé à Monsieur le Sous-Préfet et à Monsieur le Président de Morlaix Communauté.

### **Courrier du 18.11.2009 de Monsieur le Maire à Monsieur le Sous-Préfet**

Objet : Contrôle de légalité/Morlaix Communauté/irrégularité d'une délibération.

Monsieur le Sous Préfet.

Lors du dernier Conseil Communautaire du 16 novembre dernier, un point concernait une demande de participation financière établit par la commune de Plougasnou.

Je me dois de vous informer que la délibération prise sur ce point de l'ordre du jour doit être considérée comme illégale ou irrecevable sur la forme, étant entendu que le vote à bulletin

19.11.2009

secret a été demandé par une seule personne, alors que l'article 23 du règlement intérieur de Morlaix Communauté prévoit :

“Le Conseil de Communauté vote de l'une des deux manières suivantes :

. à main levée

. à scrutin secret (soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination)”

Je vous saurais gré de ne pas accorder un avis favorable à cette délibération selon votre pouvoir de contrôle de légalité.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,  
Yvon Tanguy

**Courrier du 18.11.2009 de Monsieur le Maire à Monsieur le Président de Morlaix Communauté**

Objet : curage de lagunes.

Monsieur le Président.

Par courriers en date du 15/04/**2008**, puis un an plus tard du 20/04/**2009**, je vous ai sollicité afin d'obtenir une participation et non une subvention de la part de votre collectivité au coût du curage des anciennes lagunes communales que nous nous sommes engagées à céder, curées, à Primel Gastronomie lorsque la station d'épuration à boues activées serait opérationnelle.

Aujourd'hui, d'une part la station est opérationnelle et d'autre part les lagunes sont curées et l'acte de cession s'apprête à être signé.

Si votre collectivité a mis **19** mois pour délibérer, il s'avère que les commissions économie et finances ont, dernièrement, voté favorablement pour une participation plafonnée à 200.000 € sur une facture globale de 450.877,81 €.

Le sujet a, enfin, été “traité” lors du dernier Conseil Communautaire du 16 novembre dernier.

Je me dois de vous informer que la délibération prise doit être considérée illégale ou irrecevable sur la forme, étant entendu que le vote à bulletin secret a été demandé par une seule personne alors que l'article 23 du règlement intérieur de Morlaix Communauté prévoit :

“Le Conseil de Communauté vote de l'une des deux manières suivantes :

. à main levée

. à scrutin secret (soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination)”

19.11.2009

Par ailleurs, je me dois de préciser, une nouvelle fois que la rétrocession des lagunes à Primel Gastronomie s'est faite en compensation de la cession de capacités de rejet dans un milieu naturel limité.

En effet, Primel Gastronomie avait une capacité suffisante de traitement de ses eaux industrielles lui permettant même d'accroître ses capacités de production. Il rejetait ses eaux traitées au fil de l'eau.

L'élément déclencheur a été notre projet de réalisation de station d'épuration dans le but d'assainir en plus du bourg : le Diben et Primel Trégastel.

De ce fait, les services de l'Etat ont accepté d'autoriser la commune à réaliser une station à boues activées de 6300 équivalent habitants. Les effluents traités étant rejetés dans le Pontplaincoat jusqu'à 3600 équivalent hb (Pontplaincoat, ruisseau vers lequel Primel Gastronomie rejette ses eaux traitées). Au delà de 3600 équ/hb, la station doit rejeter vers le Donant, autre rivière qui borde notre commune du côté de St Jean du Doigt (milieu récepteur également limité).

En contre-partie, la commune s'engageait à céder ses lacunes curées, permettant ainsi à l'industriel d'établir un stockage tampon de ses eaux traitées à l'époque d'étiage et de les rejeter dans le milieu récepteur en fonction de l'acceptabilité saisonnière de ce dernier. La gestion de régulation du rejet étant à mettre en place par l'industriel.

C'est donc dans l'esprit de compenser les droits que nous enlevions à l'industriel que la cession de lagunes curées était indispensable pour ne pas l'empêcher de continuer son activité et si possible de lui permettre de la développer.

Nous ne sommes pas dans le cas d'un industriel qui se serait trouver contraint de se mettre aux normes en devant créer ex nihilo un assainissement ou accroître une capacité de traitement existante.

Le sujet aurait, peut être, dû être traité par la commission environnement plus que par la commission économie. Participer au financement du curage de nos lagunes ne créait donc pas de précédent, notre cas est trop particulier pour se reproduire ailleurs.

Je vous fais part de mon incompréhension et de mon indignation par rapport au comportement de certains collègues pour lesquels la solidarité n'a de sens que vers l'intérêt de leur seule commune.

Compte tenu de l'aspect vicié sur la forme du vote à scrutin secret, je vous demande de faire diligence pour reprendre cette délibération lors du prochain conseil communautaire, faute de quoi je me verrais dans l'obligation de prendre les dispositions que je jugerai nécessaire.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,  
Yvon Tanguy